

Réforme de rigueur



Enseignement supérieur

La réforme de loi sur l'enseignement supérieur arrivera en retard car la proposition suscite des débats intenses au sein du gouvernement.

La communication, les médias et le tourisme sont les filières universitaires les plus prisées depuis une dizaine d'années dans les facultés les plus populaires de Hongrie. Cependant, un an après l'obtention du diplôme, un étudiant sur trois ayant choisi une de ces spécialités universitaires n'arrive pas à trouver d'emploi fixe. Tout le monde juge aujourd'hui indispensable la réforme de la réglementation actuelle portant sur l'enseignement supérieur, pour qu'il corresponde davantage aux besoins du marché du travail. Le gouvernement semble toutefois être beaucoup moins uni lorsqu'il s'agit de trouver une vraie solution. La Secrétaire d'État à l'Éducation, Rózsa Hoffman, du parti chrétien-démocrate, a déjà présenté ses propositions en novembre 2010. Mais Zoltán Pokorni, le président du comité pour l'éducation, délégué par le Fidesz, a signalé immédiatement que le Secrétariat d'Etat avait préparé la réforme sans concertation préalable avec les experts du parti gouvernant. Le débat s'est tellement tendu suite à ces divergences politiques que la presse hongroise a supposé que Mme Hoffmann allait abandonner ses fonctions. La Secrétaire d'État a toutefois rejeté ces rumeurs.

Plus de 300 propositions ont été adressées au Secrétariat à l'éducation depuis novembre, période à laquelle la Secrétaire d'Etat a affiché ses positions. D'après les nombreuses critiques, la réglementation actuelle est extrêmement complexe et paralyse le développement du système d'enseignement supérieur. Pokorni a critiqué, par exemple, le fait que les professeurs ne puissent enseigner à l'université que s'ils ont une expérience dans l'enseignement (autre qu'universitaire) d'au moins vingt ans, et que de ce fait, ils sont déjà âgés quand ils parviennent à ce stade. Le président de l'Union Nationale des Étudiants (Hallgatói Önkormányzatok Országos Szövetsége, HÖÖK), Dávid Nagy ainsi que Pokorni critiquent le point de cette réforme selon lequel au-delà de 4 échecs aux examens, les étudiants seraient renvoyés de l'Université. Nagy trouve en effet cette disposition absurde. Il a déclaré dans un interview donné au portail Eduline que "suivre les débats sur la proposition de loi ne présentait aucun intérêt au vu de son contenu peu approprié". HÖÖK souhaite organiser une manifestation le 16 mars si le gouvernement ne change pas le document.

De même, la partie de la proposition de loi selon laquelle le Secrétariat d'Etat souhaite rétablir le système en vigueur avant le processus de Bologne (cadre commun fixé par l'UE pour l'ensemble des systèmes universitaires), dans certaines facultés où les diplômes supérieurs ne correspondent pas aux exigences du marché du travail, fait débat. Cette mesure serait justifiée par le nombre d'échecs dans les parcours universitaires des étudiants. Le Secrétariat d'Etat souhaite en outre ajouter deux années de stage à la fin des études universitaires. Le président de l'Académie des Sciences, József Pálincás, a exprimé un point de vue critique sur ces dernières propositions, affirmant que cela n'a aucun sens de revenir sur des mesures passées et dépassées, et que, par ailleurs, les deux années de stages risquaient de décourager les futurs professeurs.

Finalement, deux documents vont probablement être rendus publics en février: la liste des difficultés rencontrées actuellement dans l'enseignement supérieur, et une autre sur le cadre d'une réforme possible avec une projection de ce que pourrait être une formation universitaire idéale. La question de la capacité du parti chrétien démocrate à gérer cette réforme est aujourd'hui posée. Pokorni et HÖÖK souhaitent en effet préparer une nouvelle proposition de loi, en concertation avec l'Académie des Sciences. L'adoption de la loi pourrait être reportée à l'automne prochain. Ainsi, ceux qui s'inscrivent à l'Université mi-février et commenceront leur vie étudiante à l'automne 2011 ne peuvent pas compter sur des changements réels.

Judit Zeisler

Les facultés les plus populaires en 2010:

1. Tourisme et hôtellerie
2. Économie et management
3. Droit
4. Informatique
5. Finances
6. Ingénierie
7. Economie internationale
8. Communication et media
9. Médecine
10. Commerce et marketing

•
Catégorie
Agenda Culturel